



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMMINGES METAUX SERVICES (ex Eco Récup.

38 avenue de Saint Gaudens
31210 Montréjeau

Références : 2026/180
Code AIOT : 0006803988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement COMMINGES METAUX SERVICES (ex Eco Récup. implanté Le Petit Paradis 5 chemin des Pierres 31150 Bruguières. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 7 ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMINGES METAUX SERVICES (ex Eco Récup.
- Le Petit Paradis 5 chemin des Pierres 31150 Bruguières
- Code AIOT : 0006803988
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Eco Récup situé à Bruguières appartient à la société CMS (Comminges Métaux Services). Cette société est spécialisée dans la réception et le tri de déchets industriels et de professionnels (surtout déchets métalliques et ferreux) et de traitement des VHU.

L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 12 mars 2004 et dispose d'un agrément par arrêté préfectoral du 19 novembre 2019.

La visite d'inspection du 03 mars 2026 a pour but de vérifier la gestion du risque incendie et des déchets au sein du site.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Lettre du 03/07/2013	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 6.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Entreposages et prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Opérations de dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 > I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Obligation de contractualisation avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2001, article L. 541-10-26	Sans objet
7	Entreposage des pièces et fluides issus de	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	la dépollution des véhicules		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 03 mars 2026 a fait apparaître que la situation administrative connue de l'inspection n'est pas actualisée.

Un courrier avait été adressé à l'inspection en 2019, mais celui-ci n'a pas été reçu.

L'exploitant effectue en effet de nouvelles activités au sein de l'installation (notamment l'activité de tri, transit, regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques et l'activité de traitement de déchets non dangereux) et de nouvelles collectes de déchets non dangereux ont été mises en place.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai de 15 jours un complément actualisé au courrier remis en main propre le jour de l'inspection afin de décrire les modifications et évolutions actuelles de son installation (et de se positionner vis-à-vis de la rubrique n°2710 "*Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719*" et n°2716 "*Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes (...)*" qui sont des activités développées au sein de l'installation).

De plus, il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs suivants :

- un rapport d'analyse de ses rejets eau avec les bonnes valeurs de références réglementaires ;
- une attestation de son broyeur indiquant sa prise en charge du verre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 03/07/2013
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : Vérification du classement de l'activité ICPE au regard de la lettre du 03 juillet 2013
Constats : L'exploitant a indiqué avoir transmis un courrier datant du 04 juin 2019 informant l'inspection d'une évolution de ses activités et du classement ICPE associé. De même, un dossier de porter à connaissance de modifications non-notables aurait été transmis. Ces deux dossiers n'ont a priori pas été reçus par l'inspection (une copie de la lettre a été remise en main propre le jour de l'inspection).

Les nouvelles rubriques associées aux nouvelles activités exercées sont les suivantes :

- rubrique n°2711 "*Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719*", pour un volume entreposé de 100 m³ (l'installation serait non-classée vis-à-vis de cette rubrique) ;
- rubrique n°2791 "*Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971*" pour un volume traité de 1 tonne par jour (l'installation serait classée à déclaration vis-à-vis de cette rubrique).

De plus, l'exploitant a indiqué dans ce courrier que l'installation reste :

- sous le seuil de l'enregistrement pour la rubrique n°2713 "*Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719*" pour une surface de 6 500 m²;
- sous le seuil de l'enregistrement pour la rubrique n°2712 "*Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (...)*" pour un volume de 1 500 m³;
- au-dessus du seuil de l'autorisation pour la rubrique n°2718 "*Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793*" pour une quantité de déchets dangereux de 9 tonnes susceptibles d'être présents sur site.

De plus, l'inspection a constaté sur site un stockage de bois et de déchets verts d'environ 4m³, ainsi que des bennes de stockage de plastique et de plâtre (ces zones de stockages apparaissent sur le plan général de l'installation).

L'exploitant a en effet indiqué le jour de l'inspection effectuer des collectes de déchets produits par d'autres producteurs de déchets.

Cette activité et ces zones de stockage relèvent de la rubrique n°2710 "*Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719*".

Il est rappelé à l'exploitant qu'en l'absence d'un nouvel acte administratif, l'arrêté préfectoral du 12 mars 2004 s'applique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection son dossier de modification (qui avait été transmis en 2019) en le mettant à jour des évolutions effectuées depuis lors.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant de se positionner sur les prescriptions ministérielles applicables qui ont évolué depuis son arrêté préfectoral du 12 mars 2004.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Obligation de contractualisation avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article L. 541-10-26
Thème(s) : Situation administrative, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :</p> <p>1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;</p> <p>2° La dépollution des véhicules ;</p> <p>3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un contrat avec l'éco-organisme "RECYCLE MON VÉHICULE" signé en date du 11 juillet 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de</p>

télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.

En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.

L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.

Constats :

L'exploitant dispose d'un contrat avec un prestataire.

Celui-ci vient inspecter deux heures après la fermeture les éventuels points de chauffe de l'installation par une vérification thermographique.

En cas d'incendie, le prestataire informe l'exploitant et transmet l'alerte au service d'incendie et de secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la pertinence de son système par rapport à un système de détection incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 6.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt)
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent), près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55b près des installations de liquide et gaz inflammable. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toute circonstance

- d'un poteau incendie normalisé situé à moins de 200m des risques à protéger
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de plusieurs extincteurs au sein de son installation (sans savoir indiquer s'ils sont adaptés aux risques des locaux dans lesquels ils sont positionnés, tels qu'indiqués dans l'arrêté préfectoral), et dispose également de robinets incendie armés (bien qu'ils ne soient pas prescrits dans son arrêté préfectoral).</p> <p>La dernière vérification de ces appareils date du 18 décembre 2025, le rapport d'intervention a été vu et n'appelle pas d'observations.</p> <p>Deux poteaux incendie sont situés à moins de 200 mètres du site, mais l'exploitant ne connaît pas le débit de ces poteaux.</p> <p>Les types d'extincteurs n'étant pas indiqués sur le rapport d'intervention, il revient à l'exploitant d'indiquer si la prescription de l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2004 correspond toujours à la situation du site actuel. Le cas échéant, il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection des évolutions de son site (cf fiche de constat n°1)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'indiquer si l'installation dispose des types d'extincteurs prescrits dans son arrêté préfectoral, le cas échéant, d'informer l'inspection des changements de types d'extincteurs sur son site ; de prendre attache soit auprès du SDIS soit auprès de la commune de Bruguières soit auprès du gestionnaire du réseau d'eau (Toulouse Métropole) afin de connaître le débit des poteaux incendie situés à proximité de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p>

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :
pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :
Matières en suspension : 600 mg/l ;
DCO : 2 000 mg/l ;
DBO5 : 800 mg/l.

Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :
Matières en suspension : 35 mg/l.
DCO : 125 mg/l ;
DBO5 : 30 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques
Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
Plomb : 0,5 mg/l ;
Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;
Métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Art 2.3.3 AP du 13/03/2004

MES : <35 mg/L
DCO: <125 mg/L
hydrocarbures <10 mg/L
températures <30°C
pH compris entre 5,5 et 8,5

Constats :

L'exploitant a transmis en date du 02/03/2026 les rapports d'analyse de rejets datant du 22/02/2025 et du 16/01/2026.

Ces rapport d'analyses ne relèvent pas de non-conformités.

Or ces rapports appellent plusieurs observations à propos des valeurs de référence :

- la valeur limite des émissions (VLE) du DBO5 est de 25 mg/L alors que d'après l'arrêté ministériel du 26/11/2012 modifié, elle devrait être de 30 mg/L ;
- la VLE de l'indice hydrocarbure est de 10 mg/L alors que d'après l'arrêté préfectoral du 12/03/2004 (qui dispose d'une VLE plus contraignante que celle de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 modifié), elle devrait être de 5mg/L ;
- la VLE des métaux totaux n'inclut pas le mercure, tel qu'indiqué dans l'arrêté ministériel du 26/11/2012 modifié ;
- les VLE correspondent à celles de la limite de déversement autorisé par Toulouse Métropole et non l'arrêté ministériel du 26/11/2012 modifié ou de l'arrêté préfectoral du 12/03/2004.

Il revient à l'exploitant de veiller à se référer aux valeurs de références de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 modifié et de son arrêté préfectoral du 12/03/2004 qui réglementent son activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la prochaine mesure des rejets eaux, il est demandé à l'exploitant de se référer aux valeurs de référence sus-citées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Entreposages et prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2004, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions particulières

Prescription contrôlée :

7.1 Aires spéciales

Une ou plusieurs aires spécialisées, nettement délimitées, sont réservées pour la préparation des moteurs des véhicules automobiles ainsi que pour les dépôts de copeaux, tournures, pièces, matériels, etc, enduits de graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, batteries, etc. Ces aires sont étanches et munies de rétentions afin de récupérer les éventuels produits déversés. Les produits déversés doivent être récupérés et éliminés comme des déchets en application des disposition du paragraphe 5 ci-dessus

Les liquides récupérés lors d'opérations de démontage (huiles, acide des batteries, carburants, etc) sont stockés dans des récipients étanches.

(...)

7.3 Dépôts de pneumatiques

Chaque dépôt de pneumatiques est limité à 50m³. Le nombre de dépôt est limité à une sur l'ensemble de l'installation. Une voie de circulation de largeur minimale 8 m est prévue autour du dépôt.

(...)

7.6 Stockage des véhicules

Tout véhicule hors d'usage entrant sur le site doit être évacué du site dans un délai maximal de trois mois après sa réception.

(...)

Constats :

L'installation dispose d'une aire spécifique munie de rétention pour les moteurs des véhicules hors d'usage. Les liquides issus de la dépollution des véhicules sont stockés sur rétention et dans un hangar protégeant des intempéries. Les pièces issues du démontage des véhicules sont stockées dans des big bags situés dans le hangar.

L'installation dispose de deux bennes d'entreposage de pneumatiques usagés (une zone pour les pneumatiques avec jantes et l'autre pour les pneumatiques sans jantes) de l'ordre de 30 m³ par benne.

NB: les deux zones d'entreposage des pneumatiques ne sont pas prévues dans l'arrêté préfectoral du 12 mars 2004.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Tel que demandé dans la fiche de constat n°1, il est demandé à l'exploitant d'indiquer les évolutions de zonage de son installation par rapport à l'arrêté préfectoral du 12 mars 2004.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution du sol

Prescription contrôlée :

Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles

hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.
(...)

Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.
L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.

Constats :

Les pièces et fluides issus du démontage et de la dépollution des véhicules sont stockés dans un hangar à l'abri des intempéries. Les pièces sont stockées dans des big bags et les fluides sont stockés sur rétention.

Les moteurs sont stockés à l'extérieur :

- les moteurs à essence sont stockés dans des bennes fermées,
- les moteurs électriques sont stockés dans des bennes ouvertes.

L'installation dispose d'une réserve de sable et d'une pelle afin d'absorber des fuites graisseuses.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Opérations de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42 > I.

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets/pollution du sol

Prescription contrôlée :

L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :

- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;
- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;
- le verre est retiré ;
- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;
- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;
- les pneumatiques sont démontés ;
- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure ;
- les pots catalytiques sont retirés ;
- « - les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du véhicule. »

Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend

nécessaire

Constats :

Un consigne sur les opérations de dépollution est affichée sur site, elle décrit que :

- la station de dépollution permet de démonter les moteurs et de vidanger les fluides par types (les huiles, l'essence et le gasoil par la pompe intégrée à la station et les fluides frigorifiques par une pompe spécifique).

La station de dépollution a été vue par l'inspection, celle-ci dispose également d'une rétention intégrée qui est nettoyée régulièrement.

- Les pots catalytiques doivent être démontés et stockés dans des big bags.

Les big bas contenant les pots catalytiques ont été vus par l'inspection.

- Les batteries sont démontées et stockées dans des géo-box (ces géo-box n'ont pas été vus par l'inspection).
- Les filtres sont démontés et stockés dans des fûts (ces fût n'ont pas été vus par l'inspection).
- Les pneumatiques sont enlevés et les jantes sont séparées également.

L'inspection a constaté que les jantes ne sont pas toujours retirées. En effet, comme décrit dans la fiche de constat n°6, l'installation dispose de deux zones d'entreposage de pneumatiques (un avec les jantes, l'autre sans les jantes).

Le verre n'est pas toujours retiré des VHU, mais l'exploitant dispose d'un contrat avec une entreprise de broyage qui prend en charge le verre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le contrat ou une attestation de son broyeur indiquant sa prise en charge du démontage du verre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois